



**CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R24-2022-315

PUBLIÉ LE 7 NOVEMBRE 2022

# Sommaire

## **Direction régionale de l'économie, de l'emploi, travail et de la solidarité de la région Centre-Val de Loire /**

|  |         |
|--|---------|
| R24-2022-11-07-00001 - 01 - Arrêté fixant la date limite de dépôt des dossiers de demande d'habilitation (2 pages)   | Page 3  |
| R24-2022-11-01-00016 - Arrêté portant subdélégation de signature de M. Didier AUBINEAU, Directeur régional de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Centre-Val de Loire par intérim dans le cadre des attributions et compétences de Monsieur François PESNEAU, Préfet de Loir-et-Cher (5 pages) | Page 6  |
| R24-2022-11-01-00014 - Arrêté portant subdélégation de signature de M. Didier AUBINEAU, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim, dans le cadre des attributions et compétences de Mme Françoise SOULIMAN, Préfet d'Eure-et-Loir (6 pages)    | Page 12 |

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,  
travail et de la solidarité de la région Centre-Val  
de Loire

R24-2022-11-07-00001

01 - Arrêté fixant la date limite de dépôt des  
dossiers de demande d'habilitation

**PRÉFECTURE DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL DE LOIRE**

**ARRETE**

Fixant au titre de l'année 2022 la date limite de dépôt des dossiers de demande d'habilitation au niveau régional des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles R. 266-1 à R 266-12 ;

**VU** le décret n° 2019-703 du 4 juillet 2019 relatif à la lutte contre la précarité alimentaire ;

**VU** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté du 28 août 2019 relatif à la composition du dossier de demande d'habilitation pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;

**VU** l'arrêté interministériel du 13 octobre 2022 portant nomination de M. Didier AUBINEAU sur l'emploi par intérim de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 21.101 du 26 mars 2021 portant organisation fonctionnelle de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 22.143 du 27 octobre 2022 portant subdélégation de signature à M. Didier AUBINEAU, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim, dans le cadre des attributions et compétences de Madame Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire ;

### **ARRETE**

ARTICLE 1<sup>ER</sup> : Les dossiers de demande d'habilitation, au niveau régional, des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire doivent être déposés sur la plateforme *Démarches simplifiées* à l'adresse suivante : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide-alimentaire-cvdl2022>

La date limite de dépôt est fixée au **vendredi 30 décembre 2022 à 23h59**.

Pour plus d'infos, rendez-vous sur le site Internet de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire, à l'adresse suivante : <https://centre-val-de-loire.dreets.gouv.fr/>, sous la rubrique « Cohésion sociale/Protection des publics vulnérables/Aide alimentaire/Campagne 2022 d'habilitation des associations distribuant de l'aide alimentaire ».

ARTICLE 2 : La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 7 novembre 2022  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le directeur régional adjoint,  
Signé : Pierre FERRERI

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,  
travail et de la solidarité de la région Centre-Val  
de Loire

R24-2022-11-01-00016

Arrêté portant subdélégation de signature de M.  
Didier AUBINEAU, Directeur régional de  
l'Économie, de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités du Centre-Val de Loire par  
intérim dans le cadre des attributions et  
compétences de Monsieur François PESNEAU,  
Préfet de Loir-et-Cher

**DIRECTION REGIONALE  
DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI,  
DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS  
DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

**ARRÊTÉ**

portant subdélégation de signature de M. Didier AUBINEAU,  
Directeur régional de l'Économie, de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités du Centre-Val de Loire par intérim  
dans le cadre des attributions et compétences de  
M. François PESNEAU, Préfet de Loir-et-Cher

**VU** la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**VU** le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

**VU** le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur général, en qualité de Préfet de Loir-et-Cher ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2021 portant nomination de Mme Fabienne BIBET, sur l'emploi de directrice régionale adjointe de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargée des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » du Centre-Val de Loire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 13 octobre 2022 portant nomination de M. Didier AUBINEAU, sur l'emploi par intérim de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2022 du Préfet de Loir-et-Cher portant délégation de signature de ses attributions et compétences à M. Didier AUBINEAU, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim ;

**VU** l'ensemble des codes et textes régissant les matières dans lesquelles est appelé à s'exercer le pouvoir de signature conféré au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment le second alinéa de son article L. 221-2 ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Subdélégation de signature est donnée, à Mme Fabienne BIBET, directrice régionale adjointe, responsable du pôle C, à l'effet de signer au nom du préfet de Loir-et-Cher les décisions, actes administratifs et correspondances relevant du domaine de la métrologie figurant en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne BIBET, directrice régionale adjointe, responsable du pôle C, la délégation de signature prévue à l'article 1 sera exercée par :

- Mme Jeanne LEMAIRE, Ingénieure de l'Industrie et des Mines, responsable de la métrologie.
- M. Arnaud BELHADJ, directeur départemental de 2<sup>ème</sup> classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, adjoint à la cheffe du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».
- M. Christophe CHAUVET, Inspecteur principal.
- Mme Jeanne LEMAIRE, Ingénieure de l'Industrie et des Mines, responsable de la métrologie.

ARTICLE 3 : le présent arrêté prend effet dès sa publication.

ARTICLE 4 : Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Fait à Orléans, le 1<sup>er</sup> novembre 2022  
Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail  
et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim,  
Signé : Didier AUBINEAU

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet du Loir-et-Cher**  
Place de la République - 41018 BLOIS CEDEX
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le : Tribunal **Administratif**  
Préfecture - Place de la République - 41018 BLOIS  
CEDEX

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique**

**Télérecours accessible par le site internet** : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans les deux premiers cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

## ANNEXE

| <b>NATURE DU POUVOIR<br/>CHAMPS DE COMPETENCE</b>   | <b>RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES</b>             |
|---|--|
| Invitation d'un opérateur économique à mettre un terme à une non-conformité constatée ; ordre de remise en conformité, de rappel ou de retrait du marché d'un instrument de mesure non conforme ; interdiction ou restriction de mise sur le marché, de mise en service ou d'utilisation d'un instrument de mesure non conforme.  | Article 5-20<br>du décret du 3 mai 2001      |
| Délivrance de certificat d'examen de type en l'absence d'organisme désigné.   | Articles 7 et 8<br>du décret du 3 mai 2001   |
| Autorisation de mise en service d'un nombre limité d'instruments d'un type pour lequel une demande d'examen de type a été présentée.  | Article 12<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Injonction au titulaire d'un certificat d'examen de type de porter remède aux défauts constatés et de demander un nouvel examen de type ; suspension du bénéfice de la marque d'examen de type et suspension de la mise sur le marché des instruments du type présentant des défauts.<br><br>Mise en demeure d'un bénéficiaire de certificat d'examen de type de remédier aux défauts constatés sur les instruments en service ; interdiction d'utilisation des instruments restant défectueux. | Article 13<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Suspension de la vérification primitive et de la mise sur le marché des instruments d'un modèle donné.  | Article 21<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Approbation, suspension ou retrait d'approbation des systèmes d'assurance de la qualité des fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure en cas d'absence d'organisme désigné.  | Articles 18 et 23<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Injonctions aux installateurs d'instruments de mesure.  | Article 26<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Désignation d'organismes et retrait de désignation d'organismes désignés.   | Article 36<br>du décret du 3 mai 2001        |

|  |  |
|--|--|
| Décision d'agrément, suspension ou retrait d'agrément, mise en demeure des organismes agréés.  | Articles 37 et 39<br>du décret du 3 mai 2001<br><br>Articles 40 et 43<br>de l'arrêté du 31 décembre 2001<br><br>Arrêtés du 01/10/1981, du<br>14/09/1981 et du 07/07/2004 |
| Dérogation aux dispositions réglementaires normalement applicables aux instruments de mesures. | Article 41<br>du décret du 3 mai 2001  |

| <b>NATURE DU POUVOIR<br/>CHAMPS DE COMPETENCE</b>   | <b>RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES</b>   |
|---|--|
| Attribution, refus d'attribution ou retrait de marque d'identification aux fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure et aux organismes désignés ou agréés. | Article 45<br>de l'arrêté du 31 décembre 2001  |
| Aménagement ou retrait des dispenses de vérification périodique et de vérification après réparation ou modification accordées aux détenteurs d'instruments de mesure.             | Article 62.3 de l'arrêté<br>du 31 décembre 2001  |
| Aménagements aux dispositions de vérification de moyens d'essais  | Article 5 du décret du 3 mai 2001<br><br>Article 3 de l'arrêté du<br>31 décembre 2001  |
| Décision autorisant le contrôle des instruments par leur détenteur  | Article 18 de l'arrêté du 6 mars<br>2007<br><br>Article 25 de l'arrêté du 1er août<br>2013<br><br>Article 25 de l'arrêté du<br>21 octobre 2010 |

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,  
travail et de la solidarité de la région Centre-Val  
de Loire

R24-2022-11-01-00014

Arrêté portant subdélégation de signature de M.  
Didier AUBINEAU, directeur régional de  
l'économie, de l'emploi, du travail  
et des solidarités du Centre-Val de Loire par  
intérim, dans le cadre des attributions et  
compétences de Mme Françoise SOULIMAN,  
Préfet de Eure-et-Loir

**DIRECTION RÉGIONALE  
DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI,  
DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS  
DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

**ARRÊTÉ**

portant subdélégation de signature de M. Didier AUBINEAU  
directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail  
et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim,  
dans le cadre des attributions et compétences de  
Mme Françoise SOULIMAN, Préfet d'Eure-et-Loir

**VU** la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement ;

**VU** le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**VU** le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

**VU** le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Mme Françoise SOULIMAN en qualité de préfet d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2021 portant nomination de Mme Fabienne BIBET, sur l'emploi de directrice régionale adjointe de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargée des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » du Centre-Val de Loire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 13 octobre 2023 portant nomination de M. Didier AUBINEAU, sur l'emploi par intérim de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°44/2022 en date du 27 octobre 2022 portant délégation de signature de ses attributions et compétences à Didier AUBINEAU, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim ;

**VU** l'ensemble des codes et textes régissant les matières dans lesquelles est appelé à s'exercer le pouvoir de signature conféré au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Subdélégation de signature est donnée à Mme Fabienne BIBET, directrice régionale adjointe, responsable du pôle C, à l'effet de signer, au nom du préfet de l'Eure-et-Loir, les décisions, actes administratifs et correspondances relevant du domaine de la métrologie figurant en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne BIBET, directrice régionale adjointe, responsable du pôle C, la délégation de signature prévue à l'article 1 sera exercée dans l'ordre suivant par :

- Mme Jeanne LEMAIRE, Ingénieure de l'Industrie et des Mines, chef du service de la métrologie.
- M. Arnaud BELHADJ, directeur départemental de 2ème classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, adjoint à la cheffe du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie ».
- M. Christophe CHAUVET, Inspecteur principal.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté prend effet dès sa publication en abrogeant l'arrêté en date du 26 mai 2021.

**ARTICLE 4 :** Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 1<sup>er</sup> novembre 2022

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail  
et des solidarités du Centre-Val de Loire par intérim

Signé : Didier AUBINEAU

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **Mme la Préfète d'Eure-et-Loir**  
Place de la République, CS 80537  
28019 CHARTRES Cedex
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le : Tribunal **administratif**,  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

## ANNEXE

| NATURE DU POUVOIR<br>CHAMPS DE COMPETENCE   | RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES                    |
|---|--|
| Invitation d'un opérateur économique à mettre un terme à une non-conformité constatée ; ordre de remise en conformité, de rappel ou de retrait du marché d'un instrument de mesure non conforme ; interdiction ou restriction de mise sur le marché, de mise en service ou d'utilisation d'un instrument de mesure non conforme.  | Article 5-20<br>du décret du 3 mai 2001      |
| Délivrance de certificat d'examen de type en l'absence d'organisme désigné.   | Articles 7 et 8<br>du décret du 3 mai 2001   |
| Autorisation de mise en service d'un nombre limité d'instruments d'un type pour lequel une demande d'examen de type a été présentée.  | Article 12<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Injonction au titulaire d'un certificat d'examen de type de porter remède aux défauts constatés et de demander un nouvel examen de type ; suspension du bénéfice de la marque d'examen de type et suspension de la mise sur le marché des instruments du type présentant des défauts.<br><br>Mise en demeure d'un bénéficiaire de certificat d'examen de type de remédier aux défauts constatés sur les instruments en service ; interdiction d'utilisation des instruments restant défectueux. | Article 13<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Suspension de la vérification primitive et de la mise sur le marché des instruments d'un modèle donné.  | Article 21<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Approbation, suspension ou retrait d'approbation des systèmes d'assurance de la qualité des fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure en cas d'absence d'organisme désigné.  | Articles 18 et 23<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Injonctions aux installateurs d'instruments de mesure.  | Article 26<br>du décret du 3 mai 2001        |
| Désignation d'organismes et retrait de désignation d'organismes désignés.   | Article 36<br>du décret du 3 mai 2001        |

|   |  |
|---|--|
| <p>Décision d'agrément, suspension ou retrait d'agrément, mise en demeure des organismes agréés.</p>  | <p>Articles 37 et 39<br/>du décret du 3 mai 2001</p> <p>Articles 40 et 43<br/>de l'arrêté du 31 décembre 2001</p> <p>Arrêtés du 01/10/1981, du<br/>14/09/1981 et du 07/07/2004</p> |
| <p>Dérogation aux dispositions réglementaires normalement applicables aux instruments de mesures.</p> | <p>Article 41<br/>du décret du 3 mai 2001</p>  |

| NATURE DU POUVOIR<br>CHAMPS DE COMPETENCE   | RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES  |
|---|--|
| Attribution, refus d'attribution ou retrait de marque d'identification aux fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure et aux organismes désignés ou agréés. | Article 45<br>de l'arrêté du 31 décembre 2001  |
| Aménagement ou retrait des dispenses de vérification périodique et de vérification après réparation ou modification accordées aux détenteurs d'instruments de mesure.             | Article 62.3 de l'arrêté<br>du 31 décembre 2001  |
| Aménagements aux dispositions de vérification de moyens d'essais  | Article 5 du décret du 3 mai 2001<br><br>Article 3 de l'arrêté du<br>31 décembre 2001  |
| Décision autorisant le contrôle des instruments par leur détenteur  | Article 18 de l'arrêté du 6 mars<br>2007<br><br>Article 25 de l'arrêté du 1er août<br>2013<br><br>Article 25 de l'arrêté du<br>21 octobre 2010 |